

Grand Débat national

Première question : La fiscalité et la dépense publique

Notre fiscalité est complexe et pas toujours cohérente. Une grande refonte serait souhaitable, mais elle ne me paraît pas faisable à court terme. Pour parvenir à un ensemble fiscal solide, équitable et efficace, il faudrait de longues consultations, études et simulations. En outre faut-il attendre l'avènement d'une Union européenne où le dumping fiscal serait banni ?

Tant que **la dette publique** n'aura pas été, au minimum, stabilisée, aucune baisse globale des prélèvements obligatoires ne me paraît souhaitable.

Certains économistes (Piketty notamment) préconisent une annulation totale ou partielle de la dette publique. Il me semblerait aventureux de s'engager dans cette voie, car il serait difficile d'en mesurer les répercussions. Ce serait en tous cas, porter un nouveau coup à une Europe déjà mal en point.

Nous devons donc nous limiter à des aménagements partiels. Il est possible de diminuer certains impôts, à condition d'en augmenter d'autres ou d'en créer de nouveaux.

L'ISF : Le rétablir serait une mesure positive du point de vue de l'équité. Cependant, ce serait, à mon avis, inopportun. Rétablir l'ISF dix-huit mois après l'avoir supprimé, ce serait envoyer un signal dissuasif d'instabilité aux marchés financiers. Quelle que soit notre appréciation de ceux-ci, nous en avons cruellement besoin pour financer nos investissements. (énergies renouvelables, économies d'énergie, modernisation de notre appareil productif).

En revanche, je ne serais pas hostile à une augmentation des droits de succession, car les héritiers ne sont pas toujours des « premiers de cordée ». Une augmentation modérée aura plus de chances d'être durable qu'une augmentation brutale ou, à plus forte raison, confiscatoire.

La fiscalité des entreprises a déjà été récemment allégée ; il me paraîtrait sage, pour le moment, d'en rester là, même si nos entreprises sont plus lourdement taxées que celles de nos partenaires européens.

La fiscalité des particuliers est marquée par une prédominance des prélèvements proportionnels (TVA, CSG) et par la faible progressivité effective de l'impôt sur le revenu.

Faut-il rendre la CSG progressive ou la fusionner avec l'IR ?

Il ne faut pas oublier que l'IR finance le budget de l'Etat, alors que la CSG finance le budget de la Sécurité Sociale et remplace des cotisations qu'il n'a jamais été question de rendre progressives.

Supprimer ou raboter certaines niches rendrait l'IR plus progressif. Je pense qu'il faut le faire, car notre IR tel qu'il fonctionne actuellement, est très hypocrite. (une progressivité affichée avec la tranche supérieure imposée à 45%, alors que, par la magie des niches, il est dégressif pour certains hauts revenus)

Il faut le faire, mais non sans précautions, car les niches ont (ou ont eu) leur raison d'être. Pour chaque niche, il faudra évaluer son efficacité. A-t-elle été réellement déterminante ou aubaine ? Son utilité pour le bien commun ? Eventuellement, quel mécanisme de remplacement pour que perdurent les comportements auxquels incitaient la niche ? Enfin, il est une niche dont la suppression entrainerait la faillite de nombreuses associations. Bien sûr, la niche des dons.

Je proposerais son maintien, mais en étant plus rigoureux dans l'attribution de la qualification d'association de bienfaisance qui permet d'obtenir la déductibilité. (actuellement la déductibilité est possible pour des associations respectables, mais dont les bienfaits se limitent à leurs adhérents).

Outre le rabotage des niches, je proposerais une augmentation modérée des taux d'imposition. Actuellement, la tranche comprise entre 27500 et 73800 est taxée à 30%. Maintenir 30% entre 27500 et 50000, par exemple et introduire une tranche intermédiaire taxée à 35% au dessus de 50000. Taxer à 45% entre 73800 et 156200. Enfin porter la tranche supérieure à 50% (au Danemark, la tranche supérieure est taxée à 60%)

Enfin, je suis partisan du maintien d'une imposition par « ménage » (au sens INSEE), car c'est bien le ménage qui est l'unité de consommation, mais en ramenant le coefficient conjugal de 2 à 1,7.

Maintien du coefficient familial, plafonné tel qu'il l'est actuellement.

Je proposerais enfin de taxer lourdement **la publicité** qui incite à des achats inconsidérés, suscite des besoins artificiels et en outre enlaidit nos paysages et provoque un immense gaspillage de papier.

En contre partie de ces augmentations d'impôts, quels allègements seraient possibles ?

La TVA pèse lourdement sur les ménages les plus modestes.

Actuellement, 4 taux :

Taux normal : 20% (Allemagne 19%, Danemark, Suède 25%)

Taux réduits : 5,5 et 10% (Allemagne 7%, Suède 6 et 12%)

Taux super réduit : 2,1% (Espagne et Italie : 4%)

La première mesure préconisée serait de ramener à 0 le taux super réduit. Il concerne essentiellement les médicaments remboursés par la Sécurité Sociale. A la limite, cette taxation est absurde.

Je pencherais pour le maintien du taux normal, afin de pouvoir diminuer de façon significative les taux réduits. Question, faut il maintenir deux taux réduits ou adopter comme l'Allemagne un seul taux réduit ?

Pour affiner ces hypothèses de diminution des taux de TVA, il faudrait une étude approfondie des biens et services concernés. Il faudrait aussi passer toutes ces hypothèses à la moulinette des ordinateurs de Bercy de façon à mesurer l'équilibre entre augmentations et réductions d'impôts.

Nous devons nous pencher également sur l'autre versant des finances publiques, celui de la dépense publique. **Quelles économies souhaitables ?**

Une première mesure, d'une efficacité très limitée, (une goutte d'eau dans la masse du budget de la Nation) mais d'une importance symbolique primordiale, serait l'exemplarité au sommet de l'Etat. S'il y a un lieu où le mot « austérité » serait le bienvenu, c'est bien à l'Élysée, à Matignon, au Luxembourg et à l'Hôtel de Lassay. C'est une condition impérative pour faire accepter des décisions douloureuses.

Quelles économies souhaitables, mais surtout, quelles finalités ?

Il s'agit moins d'obtenir une baisse de la pression fiscale que de dégager des marges pour retrouver l'équilibre budgétaire, mieux doter certains services publics, financer des investissements prioritaires peu attractifs pour les marchés privés.

Il ne s'agit pas tant de dépenser moins que de dépenser mieux ; la dépense publique si elle est judicieuse, n'est pas une charge, mais une richesse. Si les danois supportent, apparemment sans trop rechigner, un système fiscal très contraignant (tranche marginale de l'impôt sur le revenu taxée à 60%, taux unique de la TVA à 25%), c'est sans doute, parce qu'ils trouvent leur compte dans la qualité de la dépense.

Il y a quelques bonnes raisons pour que notre pays ait besoin **d'une dépense publique plus lourde que celle de nos voisins** : notre géographie (le Massif Central), notre démographie, un système de santé couteux, mais auquel nous sommes attachés, les reliquats de notre position de grande puissance.

Raison de plus pour faire la chasse aux gaspillages, aux dysfonctionnements de nos administrations, aux procédures inutilement lourdes, aux informatisations mal conçues.

Tout ceci ne peut pas se faire d'« en haut » ; il est inopérant de décider qu'on va supprimer 50000, 200000, 500000 postes de fonctionnaires.

Les fonctionnaires jusqu'au niveau le plus modeste doivent être mobilisés et intéressés à la recherche d'une plus grande efficacité de leur travail.

Ceci dit, il faudra nous interroger sur **quatre grandes masses de dépenses** :

Nos dépenses de santé, comment les contenir sans nuire à leur efficacité ? (consommer moins de médicaments ?) . La réduction des pollutions (villes sans voitures et avec plus d'espaces verts, alimentation sans résidus de pesticides etc) devrait apporter au moins une partie de la solution, mais les effets ne s'en feront sentir qu'à long terme.

Depuis quelques années, à côté des administrations traditionnelles, se sont développées de nombreuses « **agences** », « délégations », « autorités ».

Le coût de ces organismes est-il justifié par leur efficacité ?

Est-il indispensable que nous ayons une agence nationale du médicament, alors qu'il y a une agence européenne ?

Notre « mille feuilles territorial », notamment nos trois niveaux de collectivités. La suppression du département permettrait-elle de sérieuses économies ? Est-ce réalisable sans un regroupement des communes et un remodelage des régions ?

Une partie au moins de **nos dépenses militaires**, notamment la force nucléaire de dissuasion, ne devrait-elle pas être prise en charge par l'Union Européenne ?

La réalisation d'économies devrait permettre de mieux doter certains services de l'Etat et de financer quelques politiques nouvelles.

En se souvenant qu'il ne suffit pas de mettre plus d'argent sur un secteur pour que les problèmes soient résolus ; veiller à ce que l'argent soit dépensé efficacement ; il est quelque fois possible de faire « mieux » avec « moins ».

Notre service public de **la justice** souffre d'une pénurie de moyens humains et financiers.

L'enseignement supérieur et la recherche publique sont aussi à la diète.

Ne serait-il pas judicieux d'étendre jusqu'au CE2, voire CM1, les classes à effectifs réduits ?

Renforcer Pôle Emploi, de façon à mieux « accompagner » les DE dans leurs recherches ; les aider à découvrir leurs talents.

Les marges dégagées devraient aussi permettre de **financer certains investissements**.

Pour la lutte contre le réchauffement climatique, le plus efficace dans l'immédiat serait probablement un vaste effort d'isolation des logements. En même temps on contribuerait ainsi à alléger les « dépenses contraintes » des ménages.

Financer la mise en chantier de logements, de façon à sortir au terme de quelques années de la crise du logement qui est un facteur majeur de délitement du lien social.

Reprendre une politique d'aménagement du territoire abandonnée depuis des décennies.

Comment orienter un effort financier destiné à promouvoir une agriculture respectueuse de l'environnement ? Lutter notamment contre la disparition inquiétante des insectes ?

On ne pourra pas tout faire, il faudra choisir. C'est tout l'art et la grandeur de la politique (cf Mendès France).

Robert Picard

15 mars 2019